

## [Texte]

The comments made in paragraphs 9.3, 9.4 and the first part of 9.5 are informative in nature and were not construed to blame any particular department, more specifically in this case DSS Supply Administration. The intent was to inform Parliament of the effect of the present system and the fact that a significant number of contracts are not given out under a full tendering process but follow a variety of other procedures.

Because DSS Supply Administration is heavily involved in contracting, statistics on its activities provide a good base for information as to how the system works. For instance, paragraph 9.4 states that contracts categorized as sole source, selected source or no substitute have a value of \$1.8 billion.

This figure, however, includes large contracts for Lockheed at \$697 million, Krauss-Maffei at \$125 million, for which the competitive process is of a special nature.

• 1115

Other main issues identified by the contracting procedures study and I read under paragraph 9-5

there is not always evidence of adequate justification for exceptions in accordance with Section 8 of the Regulations

In paragraph 9-8 we mentioned that the provisions for cost controls are not always included in contracts and where they are included they are not always integrated with a payment provision.

In paragraph 9-9 we mentioned that in approving proposals to enter into contracts, the Treasury Board is not usually informed of significant details of the proposed contract and so may not become aware of deficiencies in terms and conditions.

In 9.13 while we acknowledge emergency situations, we recommend that:

when circumstances require work to begin before entering into a formal contractual arrangement, the instructions to the contractor should be in writing and should include a statement of the work to be performed before formal approval is obtained and an interim pricing basis, payment terms and financial limitation. Where the required financial limitation is in excess of the department's approval authority, Treasury Board approval should be obtained for the action taken.

Other observations in 9.14, 9.17 and 9.20 point out deviations with departmental delegations of authority, commitment authority and in payment of contractor's accounts. In acknowledgment of the situation and in response to our observations, the Treasury Board Secretariat has issued a number of circulars relating to different aspects of this issue.

## [Traduction]

certain aspects de nos observations portant sur les procédés de marchés.

Les observations contenues aux paragraphes 9.3, 9.4 et 9.5, ont un caractère informatif et ne visent absolument pas à blâmer un ministère en particulier, soit dans le cas qui nous intéresse le ministère des Approvisionnements et Services administration des approvisionnements. Nous avons simplement voulu signaler au Parlement certains cas où les marchés n'ont pas vraiment été adjugés sur la base d'appel d'offres concurrentiels, mais conformément à divers autres critères.

Étant donné que l'administration des approvisionnements du ministère des Approvisionnements et Services joue un rôle très important quant à l'adjudication des marchés, les statistiques relatives aux opérations de cette administration fournissent des indications précises sur le fonctionnement du système. Voici ce que dit par exemple le paragraphe 9.4 dit que les marchés classés comme fournisseur unique, fournisseur choisi ou aucun substitut ont une valeur totale de \$1.8 milliard.

Cependant, ce chiffre comprend également des marchés importants comme celui qui a été adjugé à Lockheed pour \$697 millions ou à Krauss-Maffei pour \$125 millions. Ces marchés, ont été adjugés de façon particulière.

L'analyse des procédés de marchés a mis en lumière d'autres points importants et je cite, au paragraphe 9-5:

Les justifications en ce qui concerne les cas d'exception, conformément à l'article 8 du Règlement, ne sont pas toujours manifestement du suffisantes.

Au paragraphe 9-8, nous mentionnons que les marchés ne contiennent pas toujours des dispositions relatives au contrôle des coûts et, quand elles existent, elles ne font pas toujours partie des dispositions relatives aux paiements.

Au paragraphe 9-9, nous mentionnons que lors de l'approbation des marchés proposés, le Conseil du Trésor n'a habituellement pas connaissance des détails importants du marché question et peut, ainsi, ne pas connaître les lacunes de ces modalités.

Au paragraphe 9-13, nous reconnaissons que des situations d'urgence peuvent surgir et nous recommandons que:

Lorsque les circonstances exigent que le travail soit entrepris avant la passation d'un marché officiel, les instructions à l'entrepreneur devraient être écrites et devraient comporter une déclaration expliquant le travail à exécuter, avant que l'on obtienne l'approbation officielle, ainsi qu'un barème provisoire de prix, des modalités de paiements et des limites financières. Si les limites financières requises dépassent les pouvoirs d'approbation du ministère en cette matière, il faudrait obtenir l'approbation du Conseil du Trésor relativement aux mesures prises.

Les paragraphes 9.14, 9.17 et 9.20 contiennent des observations au sujet des lacunes importantes dans certains systèmes ministériels en ce qui concerne la délégation des pouvoirs de signer des pouvoirs de délivrer des certificats d'engagement, ainsi que le paiement des comptes des entrepreneurs. Le secrétariat du Conseil du Trésor a reconnu cet état de fait et a répondu à nos observations en émettant plusieurs circulaires portant sur ces différents points.